

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT DU 4 JUILLET 2006
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
AU 1^{ER} JUILLET 2006
(POITOU-CHARENTES)

NOR : *ASET0650879M*
IDCC : 1597

Entre :

La CAPEB Poitou-Charentes ;
Les CAPEB départementales de Poitou-Charentes ;
La fédération française du bâtiment Poitou-Charentes ;
Les fédérations départementales du bâtiment de Poitou-Charentes ;
La fédération régionale des SCOP du BTP Poitou-Charentes,

D'une part, et

Le syndicat FO ;
La CFTC ;
La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er} de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du

bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Poitou-Charentes.

Article 2

Pour la région Poitou-Charentes, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8-18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 a (0 à 5 kilomètres)	7,80	0,57	0,54
1 b (5 à 10 kilomètres)	7,80	1,24	0,88
2 (10 à 20 kilomètres)	7,80	2,46	1,73
3 (20 à 30 kilomètres)	7,80	3,80	2,82
4 (30 à 40 kilomètres)	7,80	5,57	3,89
5 (40 à 50 kilomètres)	7,80	7,62	5,21

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1^{er} juillet 2006.

Article 4

Conformément aux articles R. 132-1 et 2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction des relations du travail (DRT) dépôts des accords collectifs à Paris (xv^e) et 1 exemplaire remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de La Rochelle.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Article 6

Il est précisé que l'ouvrier qui travaille dans la zone 1 *a* et qui bénéficie en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à 1 h 15 est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle. Dans le cas contraire, il convient, afin de bénéficier de l'indemnité de repas, qu'il en rapporte la preuve par tous moyens à sa disposition.

Fait à La Rochelle, le 4 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)